

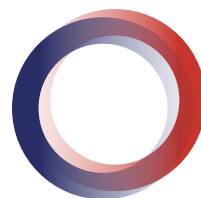
A photograph of two female scientists in a laboratory. They are wearing white lab coats and light blue surgical masks. The scientist on the right is also wearing white gloves and is writing on a piece of paper with a blue pen. In the background, there are shelves with various lab equipment and supplies. The image is partially covered by a dark blue semi-circular graphic on the left side.

#ONDITONFAIT

Pour un monde en commun

RAPPORT ANNUEL 2019-2020

Groupe Agence française de développement



AFD

AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

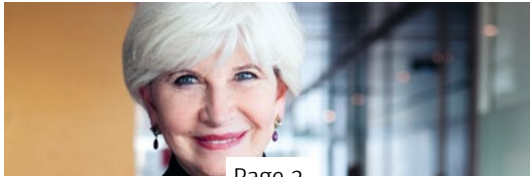


Le groupe Agence française de développement (AFD) finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus cohérent et résilient. Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Sommaire

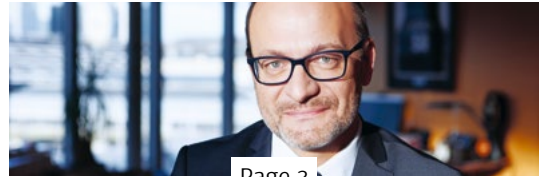
ÉDITOS



Page 2

La réactivité de l'AFD a été remarquable

par **Laurence Tubiana**



Page 3

Une recherche obstinée d'impact

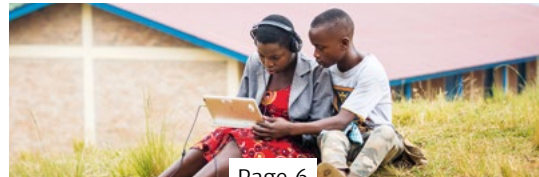
par **Rémy Rioux**

#ONDIT



Page 4

Le groupe AFD en 2019



Page 6

Des impacts sur le terrain

#ONFAIT



Page 8

GENRE L'égalité n'attend pas



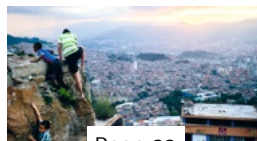
Page 20

SAHEL 1 milliard pour le Sahel



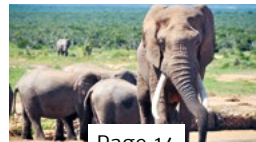
Page 11

CLIMAT 100 % Accord de Paris



Page 23

DÉVELOPPEMENT URBAIN Villes de demain, villes durables



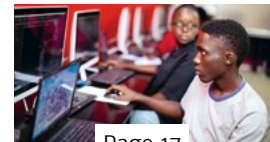
Page 14

BIODIVERSITÉ Le temps est à l'action



Page 26

BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT La finance dont nous avons besoin



Page 17

TOUT AFRIQUE Notre première priorité



Page 29

Le groupe AFD face au Covid-19

La réactivité de l'AFD a été remarquable



Pour le groupe AFD, l'année 2019 a été celle de l'accélération de l'action, de l'ouverture de nouveaux chantiers et de l'actualisation de ses stratégies dans un monde en mouvement, traversé de tensions et de crises. Dans ce contexte, la réactivité de l'AFD a été remarquable.

Ses équipes ont su combiner travail de fond et de longue haleine avec les réponses rapides réclamées par l'urgence, notamment au Sahel. L'intégration des ODD et du 100 % climat dans les stratégies sectorielles, géographiques et les projets se précise. C'est un processus complexe mais cet effort continu d'ajustement renforce l'influence du Groupe dans le débat international. L'AFD est perçue aujourd'hui comme un lieu d'innovation et de créativité, en lien avec l'International Development Finance Club (IDFC), et dans un contexte d'accords croissants avec des partenaires de plus en plus divers. Le rapprochement avec Expertise France va encore renforcer sa capacité d'influence.

Mais le groupe AFD a encore davantage prouvé sa réactivité face à la crise sanitaire, démarrée à la fin de 2019 à bas bruit et qui secoue le monde entier depuis. Comment revenir sur 2019 sans évoquer la crise qui nous bouleverse aujourd'hui ? Au cœur de la tourmente générée par le Covid-19 et à l'aube de la crise économique et sociale majeure dont on ne perçoit que les premiers effets, l'AFD a fait la preuve de la réactivité et du courage de ses équipes. Je veux saluer, au nom de tout le conseil d'administration, ces efforts et cet engagement, et témoigner toute notre confiance aux femmes et aux hommes qui font le groupe AFD pour relever les défis qui s'annoncent.

Laurence Tubiana, présidente du conseil d'administration de l'AFD

Une recherche obstinée d'impact



Avec un niveau d'engagements qui a dépassé l'objectif des 14 milliards d'euros en 2019, le groupe AFD a relevé un défi quantitatif sans précédent et atteint une taille critique, dans le respect de ses cinq engagements qualitatifs, au premier rang desquels figurent la lutte contre le changement climatique et le renforcement du lien social, d'abord sur le continent africain — priorité géographique du Groupe.

Cet essor s'est accompagné d'une recherche obstinée d'impact, pour être à la hauteur de l'« ambition nouvelle » que souhaite donner le président de la République à la politique française de développement. C'est le sens de la transformation progressive du groupe AFD en une plateforme opérationnelle, ouverte à tous les partenaires et mobilisant les acteurs du secteur privé, de la recherche et de la

société civile pour progresser, ensemble, vers le développement durable.

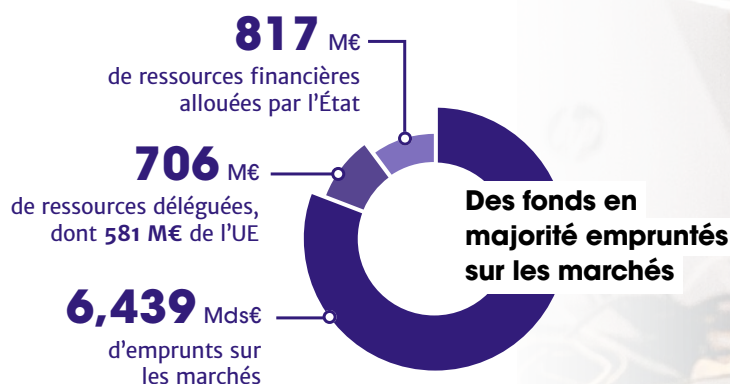
Aujourd'hui, ces orientations stratégiques et ces résultats opérationnels permettent à l'AFD, forte de la mobilisation exceptionnelle de ses équipes partout dans le monde, d'apporter une réponse à la crise sanitaire, économique et environnementale déclenchée par la pandémie de Covid-19 *via* une riposte inclusive et décarbonée, dans le cadre de l'initiative « Santé en commun » et en partenariat avec l'ensemble des banques publiques de développement du monde, que nous réunirons à Paris en novembre prochain.

Rémy Rioux, directeur général
du groupe AFD

Le groupe AFD en 2019

Avec 14,1 milliards d'euros engagés en 2019, le groupe AFD — avec sa filiale Proparco et en lien avec l'agence française de coopération technique Expertise France — finance et accompagne des projets de développement dans 115 pays. Il investit dans un monde plus juste et plus durable grâce à une large palette d'instruments financiers et techniques. Il agit également avec ses partenaires pour contrer les effets de la crise du Covid-19.

+70 %
d'activité
depuis 2015



2,5 Mds€
de subventions, dont
0,7 Md en délégation



Kenya. La start-up Lynk met en relation plus de 3 000 femmes et hommes spécialisés dans 70 domaines avec les entreprises. Cette start-up au service de l'emploi est soutenue par Proparco, la filiale dédiée au secteur privé du groupe AFD.

Pour en savoir plus :
bit.ly/Lynk-Kenya-Proparco

#OnDit

14,1 Mds€
d'engagements annuels
en 2019

TROIS OCÉANS

1,9 Mds€
(14 %)

0,3 Mds€
ACTIVITÉ NON
GÉOGRAPHISABLE
(1 %)

AMÉRIQUE LATINE

2,1 Mds€
(15 %)

AFRIQUE

6,5 Mds€
(46 %)

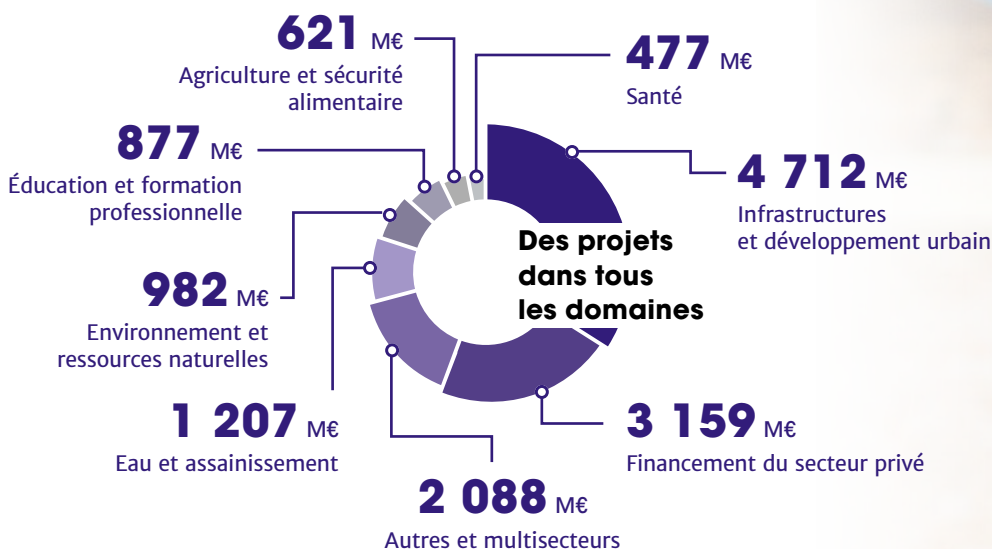
ORIENTS

3,3 Mds€
(24 %)

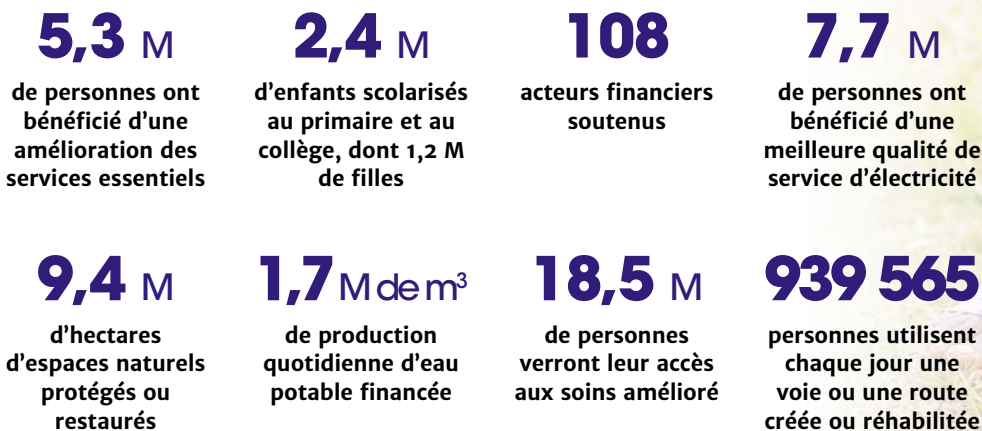


Des impacts sur le terrain

En 2019, le groupe AFD a accompagné 1 072 nouveaux projets de développement. 3 000 collaborateurs ont contribué à la mise en œuvre de nos engagements et à leur concrétisation sur le terrain, en faveur de l'atteinte des Objectifs de développement durable d'ici 2030.



En 2019, grâce aux projets accompagnés par l'AFD



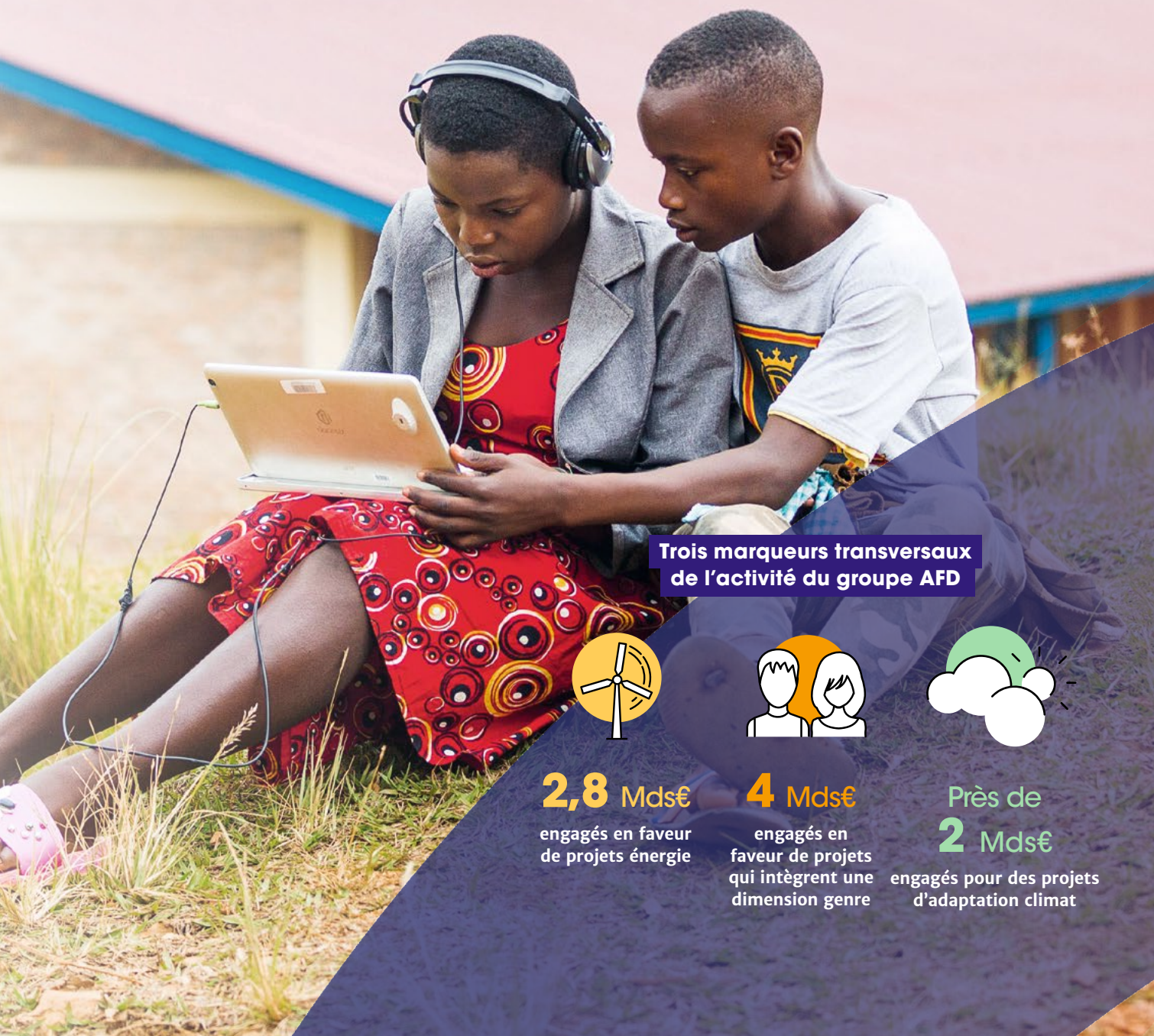


#OnDit

Burundi, Isare. Depuis 2014, l'ONG financée par l'AFD Bibliothèque sans frontières distribue des médiathèques portatives et digitales dans les communautés. Dans la périphérie rurale de Bujumbura, les enfants suivent des cours scolaires et extra-scolaires au centre communautaire désormais équipé de ces Ideas Box.

Pour en savoir plus :

bit.ly/20-projets-ONG-2020



**Trois marqueurs transversaux
de l'activité du groupe AFD**



2,8 Mds€
engagés en faveur
de projets énergie



4 Mds€
engagés en
faveur de projets
qui intègrent une
dimension genre



Près de
2 Mds€
engagés pour des projets
d'adaptation climat

L'égalité n'attend pas

L'égalité femmes-hommes est centrale dans l'engagement féministe et « 100 % lien social » du groupe AFD. Accès aux services essentiels, lutte contre les violences basées sur le genre, autonomisation des femmes, réduction des inégalités face aux enjeux climat : autant de marqueurs de notre action en faveur de l'égalité.

Dans tous les domaines – emploi, éducation, santé, gouvernance – les femmes sont discriminées. L'inégalité entre les sexes est un facteur d'injustices mais aussi de pauvreté : elle freine le développement économique et social.

PIB mondial en 2025. La prise en compte du genre est un outil puissant pour démultiplier les effets positifs de nos actions. L'autonomisation des femmes doit être une priorité.

Une réponse globale et ciblée

C'est dans ce contexte que l'AFD développe depuis 2013 une stratégie destinée à promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans tous les secteurs et tous les pays où elle intervient. Elle finance des projets spécifiquement orientés vers la réduction de l'inégalité de genre à travers un meilleur accès aux services de base, la lutte contre la violence faite aux femmes, l'éducation des femmes, l'amélioration de l'accès au marché du travail et la participation des femmes à la bonne gouvernance.

Un panorama mondial sans appel

L'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes sont encore loin d'être atteintes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 70 % des personnes vivant avec 1 dollar par jour sont des femmes, tout comme deux tiers des illettrés. Dans certains pays, une femme sur deux est victime de violences.

De nombreuses études ont pourtant démontré que la réduction des inégalités de genre, l'éducation et l'autonomisation des femmes contribuent au développement équitable et durable des pays. Selon l'Organisation internationale du travail, l'égalité permettrait de générer 28 000 milliards de dollars, soit une hausse de 26 % du



740 M€

**engagés pour des projets
dont l'objectif principal
porte sur l'égalité
femmes-hommes**

L'AFD développe ainsi une offre spécifique de projets en faveur de l'égalité de genre. Et s'engage à ce que 100 % des projets financés tendent vers une amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes et favorisent l'autonomisation des femmes. ■



48,5%

des projets de
l'AFD intègrent
le genre



Sri Lanka, Weliwita. Les élèves du collège St. Mary entrent en classe. L'éducation des filles et leur égal accès à la scolarité sont parmi les grandes priorités de l'AFD. Grâce aux projets accompagnés en 2019, plus d'un million de filles seront scolarisées en primaire et au collège.

Pour en savoir plus : bit.ly/égalité-genre-AFD

CENTRAFRIQUE

Avec le Dr Mukwege contre les violences faites aux femmes



L'AFD s'associe à la Fondation Pierre Fabre pour la création d'un centre de prise en charge globale des femmes victimes de violences à Bangui, en Centrafrique. Un partenariat conclu en présence du docteur Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018.

L'énergie durable passe par les femmes



Face au manque de connexion électrique dans les zones rurales reculées de Birmanie, l'ONG Geres accompagne l'émergence de distributeurs de solutions électriques durables « du dernier kilomètre ». L'objectif : atteindre les villages les plus isolés. Huit femmes ont été formées pour y vendre des solutions diverses, de lampes ou kits solaires à des foyers à bois améliorés.



Proparco, aux côtés du Legacy Girls College

GHANA À Akuse, à l'est du Ghana, le Legacy Girls College fournit un enseignement de qualité et à coût réduit à plus de 400 étudiantes. L'établissement forme une nouvelle génération de femmes ghanéennes en s'appuyant sur des valeurs fortes comme l'intégrité, la responsabilité et l'excellence. Il bénéficie du soutien de l'Oasis African Fund dans lequel a investi le fonds FISEA, géré par Proparco.

100 % Accord de Paris

Climat et développement sont deux urgences indissociables. Notre objectif ? Rendre tous nos projets compatibles avec l'Accord de Paris. En 2019, la lutte contre le changement climatique représente 51 % de nos engagements internationaux, avec un effort accru en faveur de l'adaptation.

Depuis 2015, le climat est un marqueur fort de l'identité du groupe AFD. Un positionnement renforcé par l'adoption d'une stratégie climat (2017-2022) qui traduit l'ambition d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et des transitions bas carbone et résilientes dans les pays en développement et émergents. Pour y parvenir, l'AFD a pris quatre engagements :

- ▶ assurer une activité « 100 % Accord de Paris » ;
- ▶ augmenter les financements climat ;
- ▶ rediriger les flux financiers ;
- ▶ co-construire des solutions.

Des objectifs climat atteints

En 2019, en parallèle à la hausse de son volume d'activité (+23 %), le groupe AFD a rempli son objectif de 50 % des engagements financiers avec un co-bénéfice en matière de lutte contre le changement climatique et ses effets. Ces engagements à co-bénéfices

climat représentent 55 % des engagements AFD et 31 % des engagements Proparco.

Pour assurer une meilleure prise en compte des enjeux climatiques des projets soutenus, Proparco a intégré la dimension « 100 % Accord de Paris » dans la phase d'instruction de ses projets en 2019. Une analyse systématique de l'alignement avec l'Accord de Paris des financements et investissements directs de Proparco (hors intermédiation) est ainsi réalisée : 32 projets présentant des co-bénéfices climat et favorisant une croissance sobre en carbone ont ainsi été financés pour un total de 717 millions d'euros. 87 % des financements à co-bénéfices climat sont des projets contribuant à l'atténuation du changement climatique, essentiellement dans le secteur des énergies renouvelables.



6,1 Mds€

d'engagements financiers ont un co-bénéfice en matière de lutte contre le changement climatique et ses effets

Soutenir des solutions fondées sur la nature

Les écosystèmes absorbent plus de 44 % des émissions de gaz à effet de serre chaque année. Leur préservation et leur bonne gestion sont donc essentielles

pour répondre aux objectifs mondiaux d'atténuation du changement climatique mais aussi pour l'adaptation à ses effets. L'AFD promeut ainsi les solutions fondées sur la nature dans ses pays d'intervention tout en intégrant le capital naturel dans ses stratégies d'investissement. L'Initiative conjointe du Pacifique sur

la biodiversité, les changements climatiques et la résilience en est une illustration pertinente. Elle vise l'adaptation des petites îles du Pacifique et de leurs populations aux effets du changement climatique et la protection de leur biodiversité en mettant en œuvre des solutions fondées sur la nature. ■



Vietnam. Depuis une dizaine d'années, l'intervention de l'AFD dans ce pays s'est ancrée plus fortement autour du changement climatique.

Pour en savoir plus : bit.ly/Vietnam-climat-AFD



Une centrale solaire de stockage de grande envergure

NOUVELLE-CALÉDONIE

Afin d'accompagner la transition énergétique du territoire, l'AFD a soutenu la construction d'une des plus grandes centrales solaires jamais réalisée en France métropolitaine et Outre-mer. Dotée d'une puissance de 15,8 mégawatts-crête, la centrale de Boulouparis en Nouvelle-Calédonie devrait fournir une production électrique équivalente à 6 800 foyers.

TUNISIE

La double vie des eaux usées



En Tunisie, le dérèglement climatique risque d'aggraver une situation de stress hydrique d'ores et déjà critique. Le programme Adapt'Action appuie l'élaboration d'un plan directeur national de réutilisation des eaux usées traitées (REUT) dans le but de développer une stratégie de long terme pour la gestion durable des eaux et de valoriser cette ressource de manière fiable, tout en guidant les politiques publiques et les futurs investissements dans ce secteur.



La biomasse sort de terre

GUYANE

L'AFD soutient la construction d'une nouvelle installation de production d'électricité à partir de biomasse en Guyane. Un projet qui réduira les émissions de gaz à effet de serre du territoire ultramarin.

Le temps est à l'action

Socle des Objectifs de développement durable, la biodiversité est désormais au cœur de l'agenda international. Parce qu'enjeux climatiques et conservation des écosystèmes sont indissociables, le groupe AFD fait de la préservation de la biodiversité une priorité, au même titre que la lutte contre le changement climatique.

La perte de biodiversité qui se poursuit partout sur la planète amenuise de manière accélérée la capacité de la nature à contribuer au bien-être des populations et à la richesse de la vie humaine. D'après la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), la sixième extinction de masse est en cours.

Un enjeu crucial pour les Objectifs de développement durable

Le coût annuel des pertes de services rendus par la nature aux économies est estimé à plus de 10 % du PIB mondial. Le contexte actuel met aussi en évidence le rôle déterminant que tient la biodiversité dans l'atteinte des ODD, dont la

lutte contre les effets du changement climatique ainsi que la prévention des crises sanitaires. Les années engagements du groupe AFD pour la biodiversité s'accroissent significativement de manière à répondre pleinement à ces enjeux et à contribuer à la mise en œuvre du cadre global pour la biodiversité qui devrait être adopté courant 2021 (COP15 de la Convention pour la diversité biologique).



457 M€

consacrés à la biodiversité en 2019

Pour l'AFD, la conservation et la mise en valeur des écosystèmes sont les moteurs d'une croissance inclusive et durable : la protection de la biodiversité doit être prise en compte dans l'ensemble de nos activités. En 2019, l'AFD a engagé 457 millions d'euros en faveur de la biodiversité et de la gestion durable des ressources naturelles, soit 3,3 % des engagements du Groupe. ■



Mozambique. Depuis 2006, près de 50 % des éléphants du Mozambique ont disparu à cause de la recrudescence du braconnage. Le pays a décidé d'agir. Pour suivre l'évolution de la population de ces mammifères, l'AFD a financé fin 2018 un recensement national dans le cadre du projet Aires protégées et préservation des éléphants au Mozambique (APEM).

Pour en savoir plus :

bit.ly/recensement-elephants-Mozambique

MOZAMBIQUE

Un sanctuaire à préserver



La réserve nationale de Niassa, l'une des dernières régions sauvages préservées d'Afrique, n'a pas été épargnée par le braconnage. L'engagement du Mozambique en faveur de la conservation et plusieurs mesures coordonnées contribuent au déclin significatif des massacres dans ce sanctuaire.

CHINE**Solutions fondées sur la nature :
l'exemple de Changyuanhe**

La réussite de la restauration des zones humides de Changyuanhe, en Chine, démontre l'intérêt des solutions fondées sur la nature pour préserver les écosystèmes.

MEXIQUE**L'AFD s'engage pour la gestion
durable des ressources marines**

Dans le cadre du soutien français au programme national de préservation des ressources marines du Mexique, l'AFD accompagnera les ministères et les agences en charge des thématiques de la pêche, des aires protégées et de la préservation de la biodiversité marine. Ce dispositif a pour objectif principal la restauration des coraux, des mangroves et des ressources halieutiques sur les littoraux mésoaméricains.

Notre première priorité

Transitions démographique, sociale, écologique, énergétique, politique, technologique... Les défis sont nombreux pour les pays africains en pleine émergence. Le développement du continent s'inscrit au cœur de l'action du groupe AFD qui promeut un lien renouvelé avec la France et l'Europe.

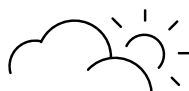
L'Afrique est la priorité géographique du groupe AFD, avec 50 % de nos engagements chaque année. Sur le continent, le Groupe met en œuvre une approche Tout Afrique : il est présent du Cap au Caire et intervient dans de nombreux secteurs. Son action vise à accélérer l'atteinte des ODD et à mettre en œuvre les priorités énoncées par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) en 2018. Il s'attache enfin à la réalisation des objectifs énoncés par le président de la République en 2017 lors de son discours de Ouagadougou.

Depuis 2017, le Groupe opère selon cette approche Tout Afrique et développe une stratégie pour l'ensemble du continent : l'AFD est ainsi la première institution de développement non africaine à considérer l'Afrique comme un tout.

Nous visons à mieux traiter les enjeux partagés entre les régions d'Afrique qui se renforcent, en raison de l'accentuation des flux commerciaux, financiers et humains, et à mieux prendre en compte la nécessité de faire face aux enjeux climatiques et environnementaux.

Vers une riposte du continent face à la crise

L'Afrique est impactée par la crise du Covid-19 du fait des conséquences liées au coronavirus et de la faiblesse de certains systèmes de santé, mais également en raison du choc économique consécutif à la pandémie. La priorité à court terme du groupe AFD est d'accompagner le continent dans sa réponse à la crise. Le Groupe met ainsi en œuvre l'initiative française « COVID-19 – Santé en Commun », majoritairement concentrée dans des pays africains (voir pages 8-11). ■



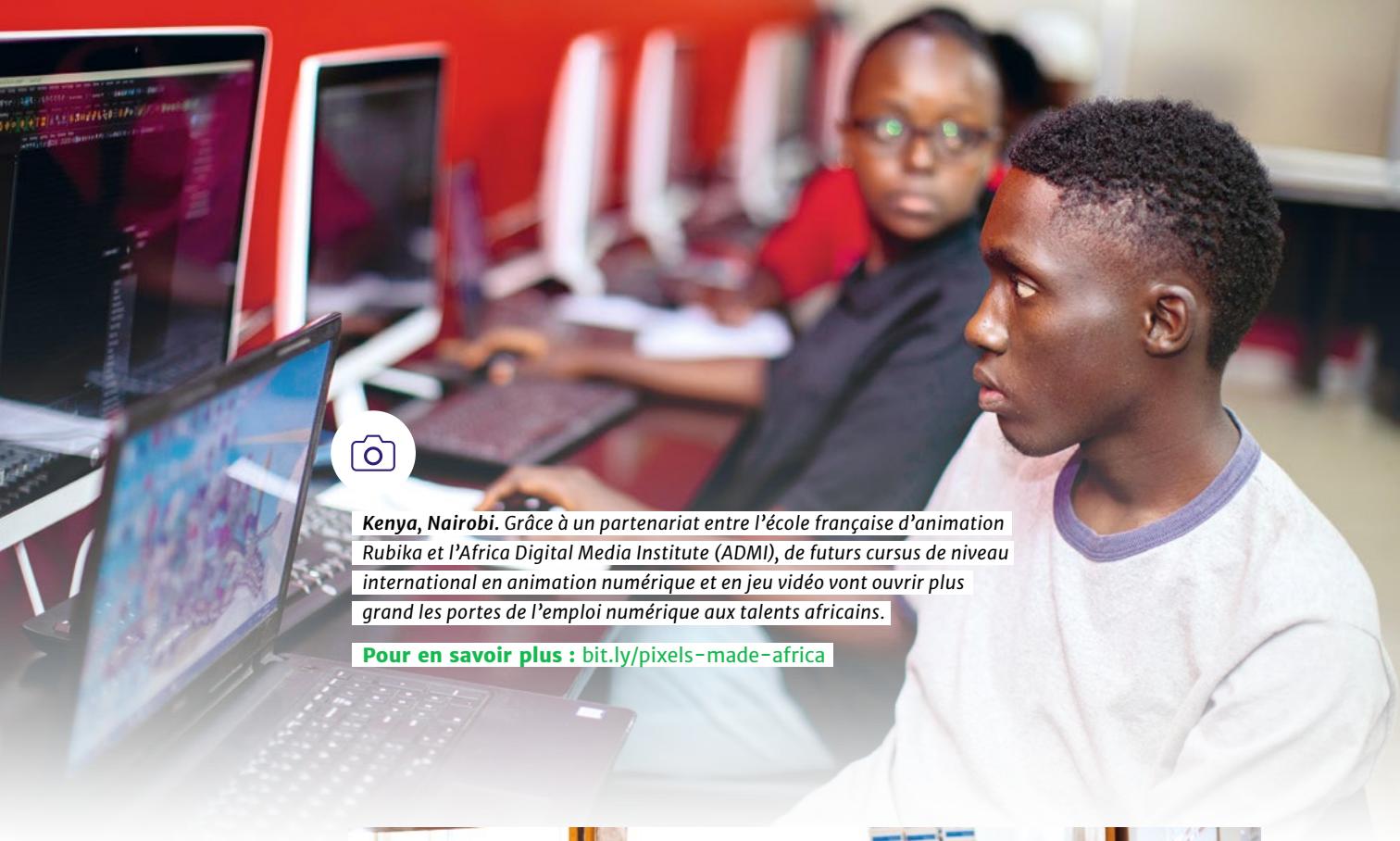
43 %

des engagements
en Afrique en 2019
ont des co-bénéfices
climat



50 %

de l'activité du
groupe AFD
se concentre
en Afrique



Kenya, Nairobi. Grâce à un partenariat entre l'école française d'animation Rubika et l'Africa Digital Media Institute (ADMI), de futurs cursus de niveau international en animation numérique et en jeu vidéo vont ouvrir plus grand les portes de l'emploi numérique aux talents africains.

Pour en savoir plus : bit.ly/pixels-made-africa



Production et accessibilité des médicaments: le secteur privé en principe actif

PROPARCO

L'Afrique est à l'origine de seulement 3 % de la production pharmaceutique globale. Le secteur privé a un rôle décisif à jouer pour l'accès à des produits de santé abordables et de qualité. C'est dans ce contexte que Proparco soutient le développement d'entreprises pharmaceutiques comme Pharmivoire Nouvelle en Côte d'Ivoire, pionnière dans la production de solutés intraveineux sur le continent.



UGANDA

Histoires d'eau

Pour mettre en lumière vingt ans d'engagements du groupe AFD en Ouganda, trois talentueux photographes ougandais sont partis à la rencontre de celles et ceux qui bénéficient des projets de l'AFD en matière d'accès à l'eau, une priorité du Groupe dans le pays.

Pour en savoir plus :
bit.ly/histoires-eau-Ouganda



Quel premier bilan ?

CHOOSE AFRICA Choose Africa présente l'offre globale de financement et d'accompagnement du groupe AFD adaptée aux start-up, TPE et PME sur le continent africain. Elle est financée à hauteur de 2,5 milliards d'euros par Proparco et l'AFD pour 2018-2022. Sur la première année, près d'1 milliard d'euros ont été engagés : 300 millions d'euros en fonds propres (sur un objectif de 1 milliard d'ici 2022) et 700 millions d'euros en lignes de crédit dédiées et garanties accordées aux banques pour couvrir le risque PME (sur un objectif de 1,5 milliard d'euros d'ici 2022).

1 milliard pour le Sahel

Il ne peut y avoir de développement sans paix, ni de stabilité sans développement. Dans la bande sahélienne, l'action du groupe AFD est plus que jamais partenariale, notamment avec l'Alliance Sahel. L'AFD intervient en lien avec les acteurs français de la défense et de la diplomatie, et en collaboration avec les organisations de la société civile et nos partenaires internationaux.

Les pays du Sahel sont confrontés à de multiples défis et le dérèglement climatique fragilise encore davantage toute la région. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), on compte dans la région plus d'un million de personnes déplacées en raison de l'insécurité.

Le Sahel, région d'instabilités chroniques

La situation sécuritaire, humanitaire et socio-politique au Sahel se dégrade depuis la crise malienne de 2012, avec une multiplication des foyers de crises. Ce contexte accentue la vulnérabilité des populations sahéliennes, déjà affaiblies par l'insécurité alimentaire, la faible gouvernance et des inégalités d'accès aux services de base,

notamment dans les régions les plus éloignées des capitales. Elle fait aussi craindre un accroissement des tensions intercommunautaires et un effritement de la cohésion sociale.

Le fonds Paix et Résilience Minka Sahel : la réponse de l'AFD

La France s'est dotée en mai 2017 d'un outil de financement dédié à soutenir des projets de consolidation de la paix : le fonds Paix et Résilience Minka, mis en œuvre par l'AFD. Il constitue la réponse de l'AFD aux conflits violents qui menacent la région. Il finance des projets de développement au service des populations les plus vulnérables, en favorisant les actions inclusives, attentives à la jeunesse et à l'égalité femmes-hommes. Ces projets sont portés par des institutions, des acteurs locaux ou encore des organisations de la société civile. ■



459 M€

en faveur de 61 projets pour consolider la paix grâce au fonds Minka

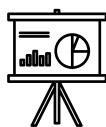


Burkina Faso. Scholastique Sawadogo, agente de l'Office national de l'eau et de l'assainissement, coordonne et supervise le projet financé par l'Alliance Sahel au niveau du bureau d'études, des préfabriquants et des maçons. Ce projet prévoit le raccordement de 8 000 abonnés supplémentaires et l'extension du réseau de distribution d'eau potable dans 19 centres urbains.

Pour en savoir plus : bit.ly/projet-eau-Burkina-Faso

ALLIANCE SAHEL : COALITION POUR LA RÉGION

La France, l'Allemagne et l'Union européenne ont lancé l'Alliance Sahel, rapidement rejoints par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Programme des Nations unies pour le développement et plusieurs pays européens. Le but : aider les pays sahéliens à restaurer les bases de sociétés stables en faveur d'un développement et d'une paix durables au Sahel.

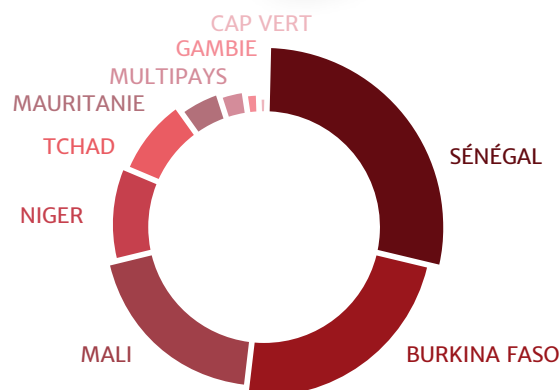
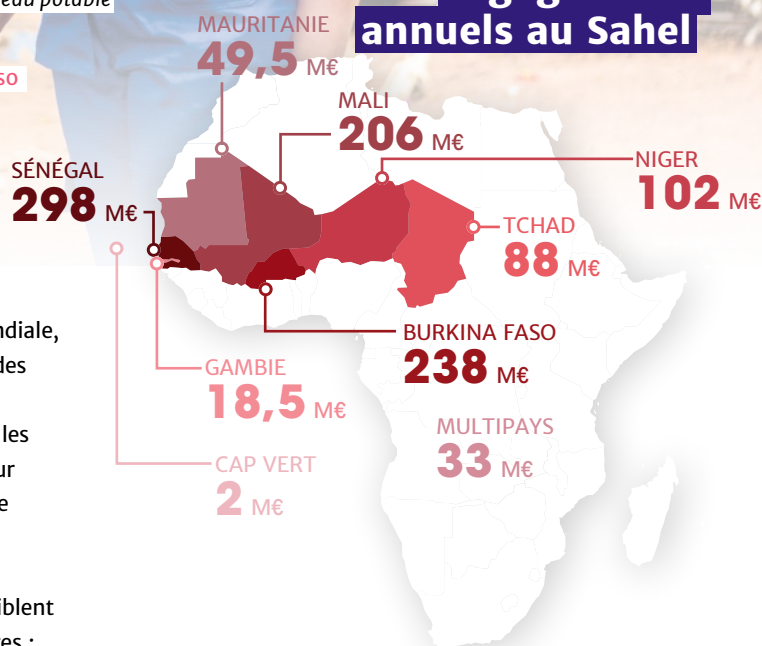


**+ de 800
projets**

mis en œuvre
entre 2018 et 2022
par l'Alliance Sahel

Les projets financés ciblent six secteurs prioritaires : l'éducation et l'emploi des jeunes, l'agriculture avec le développement rural et la sécurité alimentaire, l'énergie et le climat, la gouvernance, la décentralisation et les services de base, et la sécurité intérieure. Pour accélérer mise en œuvre et efficacité, les projets adoptent des modes d'action innovants et diversifient les acteurs partenaires (ONG, collectivités locales, secteur privé). Enfin, les zones les plus vulnérables et fragiles font l'objet d'une attention particulière.

Répartition géographique des engagements annuels au Sahel





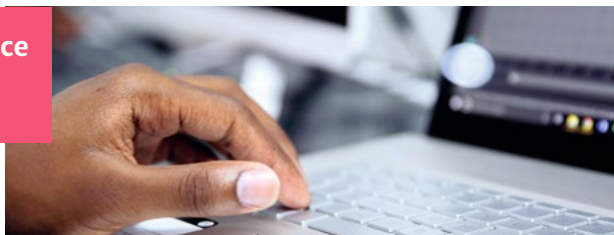
Projet Facilité Santé au Nord Mali

MALI

Ce projet est mis en œuvre depuis deux ans avec un consortium d'ONG. L'AFD le finance à hauteur de 14 M€. Objectif : réduire la mortalité maternelle et infantile, tout en renforçant la fonctionnalité et la gouvernance des structures de santé. La Facilité Santé a permis une réponse rapide aux besoins des populations dans les régions de Gao et Tombouctou.

MediaSahel au service de la sensibilisation durant le Covid-19

BURKINA FASO, MALI, NIGER



Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, le projet MediaSahel sensibilise les jeunes à la lutte contre le Covid-19. Au-delà de la crise sanitaire, ce projet, en partenariat avec l'agence française de développement médias (CFI), favorise l'inclusion des jeunes dans le débat public. Les programmes radio sont conçus par et pour eux. En 2019, MediaSahel, c'est 72 radios communautaires soutenues pour 1 300 émissions diffusées en 10 langues locales.

Doublement de l'accès à l'énergie d'ici 2022

BURKINA FASO, NIGER

L'accès à l'énergie dans la région du Sahel est un enjeu majeur. L'AFD finance des solutions mises en œuvre dans ce secteur essentiel pour le développement de la région. En 2017, le projet financé au Burkina Faso et au Niger à hauteur de 32 millions d'euros a permis de raccorder huit secteurs isolés au réseau électrique.



Villes de demain, villes durables

L'AFD accompagne la transition bas carbone des villes et leur adaptation au changement climatique. Elle recherche l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, soutient un développement durable des territoires et aide les acteurs de la ville à relever les défis de la croissance urbaine, des inégalités sociales et de la vulnérabilité des territoires.

En 2030, 60 % des habitants de la planète vivront en ville. Les conséquences de cette urbanisation rapide sont sociales, économiques et environnementales. L'enjeu est de permettre aux villes de faire face à cette croissance urbaine et aux conséquences de cette dernière.

Accompagner et financer le développement de villes durables

L'AFD accompagne les villes pour relever les défis de la croissance urbaine, des inégalités sociales et territoriales et de la vulnérabilité des territoires. Elle promeut la ville durable comme processus de conception, de fabrication et de gestion en travaillant avec les acteurs en charge de la ville, la société civile et les habitants. La stratégie « Ville et climat » est transversale et vise à améliorer la résilience au changement climatique et la sobriété des villes. Elle se décline en trois objectifs :

- améliorer la qualité de vie des citoyens ;
- promouvoir un développement urbain durable des territoires ;



1,3 Mds

**en faveur de la ville durable dont
598 M€ de projets urbains menés
en Afrique**

- renforcer les acteurs locaux en charge de la ville.

Nos interventions en faveur de l'atténuation et de l'adaptation sont menées en soutien aux États et aux collectivités. Ainsi, en 2019, les financements octroyés en matière de développement urbain et d'appui aux collectivités locales sont en majorité des prêts aux États. Un tiers sont des prêts aux collectivités et opérateurs d'Outre-mer.

Une action avec tous les partenaires de la ville durable

Cette stratégie sert l'objectif partenarial de l'AFD : en 2019, 43 % des engagements octroyés en faveur des pays étrangers dans le secteur urbain ont été réalisés en co-financement avec d'autres bailleurs, parmi lesquels la Banque mondiale, l'Union européenne et la Banque interaméricaine de développement. Par ailleurs, 64 % des projets ont mobilisé de l'expertise française. ■



**12
millions de
personne**

verront leur qualité
de vie en ville
s'améliorer grâce aux
projets octroyés
en 2019



Colombie, Medellín. De jeunes adolescents escaladent un rocher pour profiter de la vue sur le centre de la ville depuis le quartier 13 de Noviembre. Ce quartier est aujourd'hui relié à la ville par le Metrocable, transport financé en partie par un prêt non concessionnel de l'AFD à la ville d'un montant de 250 millions de dollars.

Pour en savoir plus : bit.ly/projet-Medellin-durable



Pour le développement économique local et l'accès à des équipements urbains marchands

CÔTE D'IVOIRE

L'AFD finance, auprès de la République de Côte d'Ivoire, un projet de reconstruction du grand marché de Bouaké et de construction du marché central de Yopougon. La réhabilitation et la construction d'équipements urbains marchands participeront au développement économique local de deux territoires importants à l'échelle du pays.

MADAGASCAR

Accompagner la sortie de crise des territoires



Madagascar est très vulnérable aux catastrophes naturelles et au changement climatique. En 2019, l'AFD a octroyé au gouvernement malgache un prêt de contingence de risque de catastrophe naturelle de 10 millions d'euros, cofinancé par la Banque mondiale. Le décaissement de ce prêt de politique publique est conditionné à la survenance d'une catastrophe naturelle et à la mise en œuvre de réformes améliorant la gestion du risque. L'objectif : renforcer les capacités technique, institutionnelle et financière du gouvernement en matière de gestion des risques de catastrophe.



Vers plus de décentralisation

MAROC

Le programme d'appui à l'amélioration de la performance des communes, cofinancé avec la Banque mondiale, vise à améliorer la fourniture de services publics locaux dans les principales villes marocaines. Cela implique le renforcement de la performance de gestion de 97 communes et le soutien au développement de l'intercommunalité des agglomérations. Il est financé par un prêt souverain de 100 millions d'euros.

La finance dont nous avons besoin

Les banques publiques de développement jouent un rôle clé pour réorienter et augmenter les flux financiers vers les investissements durables.

Avec leur mandat public et leur rôle contracyclique, les banques publiques de développement (BPD) sont plus aptes que tout autre institution à favoriser la réconciliation entre les solutions pour un développement durable à long terme et les réponses à court terme face aux crises liées au Covid-19. Ces institutions agissent comme une « main visible » capable de mobiliser et d'orienter la finance dont nous avons besoin, pour l'avenir que nous voulons.

Un plan d'action pour répondre aux nouveaux défis

Quelle action collective faut-il mettre en place pour éviter une récession longue et assurer la durabilité de la reprise post-Covid-19 ? Comment les BPD peuvent-elles aider les économies à stimuler l'emploi à court terme et à opérer les nécessaires transformations des secteurs à long terme ? Comment implémenter la transition vers une économie résiliente et bas carbone ? Ces questions seront au cœur du sommet Finance en commun qui aura lieu en novembre 2020 (voir page suivante).

Les BPD soutiennent déjà l'action pour le climat et les Objectifs de développement durable (ODD). Elles mettent à disposition des ressources sur le long terme et concessionnelles,

des connaissances et de l'assistance technique, et encouragent la participation du secteur privé. Un nombre croissant de BPD appliquent de nouvelles conditions à la distribution de leurs fonds propres. Toutefois, la réorientation de la finance mondiale vers le climat et les ODD demande un effort plus soutenu et mieux coordonné pour transformer profondément les pratiques.

Des solutions concrètes et durables

Dans un monde inondé de liquidités, il est urgent qu'émerge une coalition d'institutions financières capables de convertir les ressources publiques en projets durables sur le terrain. Une telle coordination des BPD créerait un pont entre les questions de politique internationale et les solutions locales, et entre la capacité des gouvernements à définir des trajectoires de développement durable et les opportunités du secteur privé.

Institutions publiques organisées par régions et profondément enracinées dans les économies locales et le tissu social, les BPD constituent un soutien historique pour les banques multilatérales de développement. Elles peuvent déployer une grande variété d'outils pour compenser les défaillances du marché, mobiliser les ressources domestiques, réorienter les investissements, soutenir la mobilisation du secteur



10%

du volume financier mondial annuel est investi par les banques publiques de développement



La formation d'une coalition de banques publiques de développement favorisera la cohérence des réponses aux enjeux mondiaux. Cet effort de mise en commun de nos défis, de nos objectifs et de nos forces est plus urgent encore alors que le Covid-19 exacerbe les inégalités partout dans le monde.

Audrey Rojkoff, secrétaire générale du sommet Finance en commun

privé et promouvoir la durabilité. Les BPD font le lien entre les intentions politiques et les résultats sur le terrain – agissant avant, après ou en coordination avec les marchés financiers.

Une nouvelle vision pour le financement du développement

Certaines BPD sont actives depuis des décennies déjà et un nombre croissant de gouvernements les renforcent ou en créent de nouvelles. Leur légitimité est consolidée par une nouvelle vision pour le financement du développement – une vision qui va au-delà du cadre

des investissements dans les infrastructures ou d'autres mandats traditionnels, grâce à la capacité de mobiliser les institutions gouvernementales et les marchés financiers. Sur le terrain, les BPD peuvent favoriser les changements institutionnels et offrir les débouchés économiques indispensables à la réalisation des ODD. Par exemple, leur soutien financier et leur expertise auprès des gouvernements peuvent stimuler l'investissement en faveur des infrastructures sociales, notamment dans le secteur de la santé. Elles peuvent également contribuer à créer la confiance nécessaire pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. ■

SOMMET FINANCE EN COMMUN



Organisé le 12 novembre 2020 dans le cadre du Forum de Paris sur la paix, le sommet « Finance en commun » confirmera le rôle crucial des banques publiques de développement pour soutenir les économies affectées par la crise du Covid-19 tout en veillant à promouvoir une relance durable.

Premier sommet mondial réunissant toutes les banques publiques de développement, le sommet Finance en commun s'efforcera de répondre à notre besoin commun d'élaborer des nouvelles formes de prospérité en mesure de protéger le vivant – les humains et la planète – de façon résiliente.

Un sommet pour des sociétés résilientes et respectueuses de l'environnement

En réunissant les BPD du monde entier, dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et de la crise socio-économique qui en découle, le sommet Finance en commun sera ainsi l'occasion de :

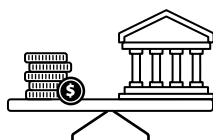
- réunir pour la première fois les 450 BPD existantes et débattre de leur rôle, leurs ambitions, leurs défis et leurs opportunités ;

- rassembler l'ensemble de la communauté financière pour concevoir un système financier dans lequel les BPD peuvent mobiliser les flux financiers vers le climat et les Objectifs de développement durable (ODD) ;
- contribuer à soutenir et réinventer le multilatéralisme en promouvant des formes nouvelles de coopération.

Encourager l'action collective des acteurs financiers

Le Sommet devra contribuer à définir les programmes de la COP26 et du G20. Une conférence de recherche se tiendra les jours précédents : un consortium d'institutions universitaires présentera ses travaux et ses conclusions sur les modalités d'un meilleur financement des BPD sur le long terme. Les intervenantes et intervenants du Sommet sont encouragés à y participer.

Les banques publiques de développement, c'est :



11 200 Mds\$
en actifs en 2018



2 300 Mds\$
d'engagements annuels moyens,
représentant environ 10 % de la
formation brute de capital mondiale

Le groupe AFD face au Covid-19

#OnFait

En 2020, le groupe AFD a pour priorité de répondre à la crise du Covid-19 pour en limiter l'impact sanitaire, social et économique dans les pays dans lesquels il intervient. Il a notamment lancé l'initiative « Santé en commun » pour soutenir les systèmes de santé des États les plus fragiles.

Première réponse de l'AFD face à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques et sociales immédiates, l'initiative « Covid-19 – Santé en commun » bénéficie principalement aux pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Elle mobilise 150 millions d'euros en subventions et un milliard d'euros sous forme de prêts concessionnels. Elle prévoit aussi le réaménagement de prêts et de dons existants pour inclure des réponses aux besoins nés de la crise sanitaire.

Cette initiative est une composante essentielle de la contribution de la France à la riposte mondiale au Covid-19 pour les pays les plus vulnérables. Au 18 juin 2020, 24 projets ont été approuvés pour un montant global de 515 millions d'euros de subventions et de prêts.

Le groupe AFD mobilisé

Proparco, filiale du groupe AFD pour le secteur privé, renforce le suivi de ses clients et leur propose des solutions leur permettant de faire face à la crise économique, notamment par la flexibilisation de crédits existants. Des financements additionnels

pourront être apportés pour appuyer la dynamique de redémarrage et de relance économique qui suivra la crise sanitaire.

Expertise France a quant à elle développé une plateforme d'appui technique Covid-19 afin de mettre en œuvre des actions rapides pour renforcer les réseaux de surveillance régionaux et aider les pouvoirs publics des pays partenaires à détecter et prévenir l'extension de la pandémie.

Des partenariats institutionnels pour l'Afrique et le Moyen-Orient

En plus de cette initiative, l'AFD s'est associée à ses partenaires institutionnels de santé et de recherche pour apporter des réponses efficaces et au plus près des besoins. Avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), elle finance à hauteur de 1,5 million d'euros un projet d'appui à la préparation des hôpitaux dans la réponse opérationnelle face au Covid-19 (Aphro-Cov) au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Mali et au Sénégal. Elle soutient aussi à hauteur de 2 millions d'euros cinq Instituts Pasteur (Guinée, Niger, Madagascar, République centrafricaine,



200 M€

Montant total potentiel des échéances reportées par l'AFD suite à la suspension du service de la dette des pays de la liste de l'Association internationale de développement (IDA) ou classés pays les moins avancés (PMA)



Sénégal. Alors que la pandémie de Covid-19 déstabilise un système sanitaire africain déjà fragile, plusieurs acteurs privés de la santé soutenus par Proparco se mobilisent pour surmonter cette crise économique et sociale majeure.

Pour en savoir plus : bit.ly/Covid-19-Proparco

Sénégal) pour les appuyer dans le cadre de leurs mandats de laboratoire de référence Covid-19.

2,2 millions d'euros ont été octroyés à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) pour appuyer les autorités nationales de six pays africains dans l'élaboration et le renforcement de leurs stratégies de riposte à l'épidémie. Par ailleurs, avec la Fondation Mérieux, l'AFD vise le renforcement des capacités de dépistage en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo) via un financement de 1,5 million d'euros. Enfin, un programme d'appui à l'hôpital universitaire Rafic Hariri de Beyrouth au Liban a été lancé en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour identifier et mettre en œuvre des mesures de réponse à la crise sanitaire.

Une réponse multifactorielle avec tous les acteurs du développement

L'AFD poursuit et adapte ses appuis aux organisations françaises de la société civile fragilisées par la crise sanitaire : elles ont bénéficié de 31 millions d'euros de subventions depuis le début de la crise. Parallèlement, l'AFD a engagé la réorientation d'opérations en cours vers des réponses à la crise du Covid-19.

Le groupe AFD a aussi entamé des discussions avec ses partenaires membres du Club des banques de développement (IDFC) pour préparer des programmes et projets de réponse à la crise sanitaire. C'est le cas avec la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la CAF en Amérique latine ou encore la DBSA en Afrique du Sud. Les banques multilatérales de développement sont également mobilisées pour construire une réponse conjointe, notamment le groupe Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque islamique de développement.

Programme « Outre-mer en commun »

Dans les Outre-mer, l'AFD est mobilisée aux côtés de l'État et des banques, avec l'instauration d'un programme dédié aux collectivités locales et aux entreprises ultramarines pour un montant de 1 milliard d'euros. Avec le soutien financier du ministère des Outre-mer, l'AFD expérimente également à Mayotte un dispositif de prêt de préfinancement du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée pour les communes : celui-ci leur permet d'amorcer plus facilement leurs projets d'investissement. Une extension aux autres collectivités d'Outre-mer sera envisagée en 2021 si les résultats sont concluants. ■

« Un moment pour réfléchir aux trajectoires de développement »



La crise liée au Covid-19 a un impact considérable sur l'économie mondiale, notamment sur les pays en développement. Quel rôle peuvent jouer les bailleurs de fonds publics pour l'endiguer ? Décryptage en trois questions avec Thomas Mélonio.

Thomas Mélonio, directeur de l'innovation, de la recherche et des savoirs à l'AFD

Quels risques fait peser la crise sur les pays en développement ?

Thomas Mélonio. Les pays en développement et émergents ont été frappés avant même les premiers cas de Covid-19 par un choc économique importé par le biais de l'effondrement du secteur touristique, de la baisse du prix du baril, des fuites de capitaux vers les pays développés et de la baisse des transferts de fonds des migrants.

Ensuite, l'épidémie en elle-même a été très coûteuse, humainement, socialement et économiquement. Certains pays peuvent emprunter pour réagir, ou le font en payant une prime de risque supérieure. Ceux-ci risquent d'être rapidement dans l'incapacité de payer les

fonctionnaires ou les personnels soignants. Crise macroéconomique et crise sanitaire et sociale s'alimentent mutuellement.

Que peuvent faire les bailleurs publics ?

T. M. Le FMI et des banques centrales ont un rôle essentiel à jouer pour injecter des liquidités. C'est crucial pour permettre aux gouvernements, aux banques, aux principales entreprises d'y accéder de manière directe. Quant à la décision de suspendre le service de la dette à laquelle la France était favorable, elle a été la bienvenue.

La solidarité entre États est clé dans une pareille situation. Le repli sur soi est un risque important. C'est compréhensible au plan



Burkina Faso, Ouagadougou. À travers l'initiative « Covid-19 – Santé en commun », l'AFD soutient des actions de communication et de prévention pour limiter la propagation du virus, finance des besoins sanitaires de court terme et appuie la gratuité de l'eau potable aux bornes fontaines.

Pour en savoir plus : bit.ly/covid-AFD-Burkina

sanitaire dans un premier temps, mais il ne faut surtout pas mettre de côté une réponse internationale à la crise sanitaire et sociale qui s'annonce. Les problèmes ne seront pas résolus si chacun reste de son côté. La France doit jouer son rôle en matière de solidarité internationale. Elle a tout intérêt à le faire : la santé est un bien public mondial, les intérêts de tous les pays sont liés !

Quel rôle possible pour l'AFD ?

T. M. L'AFD travaille depuis le début de la crise avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et celui des Finances pour réorienter certains financements et programmes, notamment en Afrique. C'est une urgence, et c'est notre priorité.

Dans un second temps, nous pouvons jouer un rôle contracyclique fort en complément des interventions massives du FMI ou des banques centrales. Du fait de nos relations avec les acteurs locaux, nous avons la capacité de toucher ceux qui peuvent renforcer les capacités de soins et de recherche, mais aussi de soutenir les PME, ou de fournir analyses et conseils pour optimiser les futurs plans de relance.

Une crise est aussi un moment pour réfléchir aux trajectoires de développement. La relance doit être durable, c'est-à-dire qu'il nous faut accompagner les transitions énergétiques, écologiques, sociales et ne pas financer ce qui se révélerait être des impasses de développement. On le sait, les besoins vont être très importants. Pour l'AFD, cela impliquera de faire encore plus et mieux. ■

.....

Coordination AFD : Xavier Frison, Romain Chabrol

Conception éditoriale et graphique, rédaction, réalisation et fabrication : ANIMAL  PENSANT

Crédits iconographiques :

Couverture : Thet Htoo

Boilerplate : Fabien Dubessay

p. 2-3 : AFD

p. 5 : Backdrop Agency

p. 7 : Kibuuka Mukisa Oscar

p. 9 : Reza Akram, Pierre Terdjman

p. 10 : Wilfreied Antoine Desveaux, Aung Naing Oo

p. 12 : Nicolas Job, François Carlet-Soulages

p. 13 : AFD, Saddam Marzouki

p. 15 : Chiara Frisone, Guillaume Le Bris

p. 16 : Felix Vigne, Zhang Huijie

p. 18 : Fredrick Ochieng, Kibuuka Mukisa Oscar

p. 19 : Jumba Martin, Backdrop Agency

p. 21 : Roland Zanré

p. 22 : Fredrick Ochieng, Roland Zanré

p. 24 : Benjamin Petit, Pierre Terdjman

p. 25 : Francesco Zizola-NOOR, Cyril Le Tourneur d'Ison

p. 27 : AFD

p. 30 : Sylvain Cherkaoui

p. 31 : AFD

p. 32 : Kalidou Sy

.....

Imprimé en France.

La certification PEFC du papier apporte la traçabilité de l'arbre jusqu'aux papiers ainsi que la garantie que les bois utilisés pour la production de fibres papetières ne participent pas à la déforestation et respectent les fonctions environnementales et sociales de la forêt.

ISSN : 1299-0094. Dépôt légal : septembre 2020.

.....
Pour un monde en commun
.....



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France

LinkedIn : Agence française de développement

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France - tél. : +33 1 53 44 31 31